

## ENSEIGNEMENT ET FORMATION PROFESSIONNELS

## Déficit de 7 000 encadrateurs

**Le statut particulier des 40 000 travailleurs du secteur de l'enseignement et de la formation professionnels sera ficelé dans les prochains jours. Le secrétaire général du syndicat de ce secteur s'est dit «très optimiste» quant à sa finalisation.**

**Meriem Ouyahia - Alger (Le Soir)** - Hier, lors de la première journée de la conférence nationale des directeurs de wilaya de la formation professionnelle tenue à l'Institut national de la formation professionnelle (INFP), le rapport de synthèse des regroupements régionaux relatifs au projet de statut particulier des travailleurs de la formation et de l'enseignement professionnels a été présenté. Vingt-trois statuts particuliers dont celui des enseignants seront finalisés. «Nous devons prendre le temps nécessaire pour la bonne rédaction de ces statuts

particuliers» a souligné le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, El Hadi Khaldi. Il est à noter qu'actuellement, quatre instituts de formation professionnelle, à savoir ceux de Laghouat, Relizane, Skikda (en voie de finalisation) et Boumerdès, sont en activité.

En 2008, 3000 nouveaux postes d'emploi seront ouverts dans son secteur, dont 2 000 pour combler le déficit en encadrement des instituts nationaux spécialisés de formation. «Et cela reste insuffisant. Le secteur a besoin encore de 7 000 encadrateurs»

a souligné le ministre. Il explique cet état par le fait que l'Etat «veut se désengager du recrutement». Pour la seconde rentrée du secteur prévue le 23 février prochain, de nouveaux programmes seront mis en place. Il s'agit de l'introduction de 28 nouvelles spécialités dont l'assistante maternelle ou pépiniériste.

Lors de la présentation du projet de nomenclature révisée, des branches professionnelles et spécialités de la formation professionnelle, par Hafidh Idres, il a été précisé que 20 spécialités de la nomenclature de 2005 ont été supprimées pour différentes motivations. Parmi elles, Hafidh Idres, directeur central, a cité l'élevage des escargots. «Faute d'embauche, nous sommes dans l'obligation de supprimer

cette spécialité.» Pour cette nouvelle nomenclature, 35 spécialités supprimées de la nomenclature de 2006 seront réintroduites. Il a mentionné entre autres, pour la branche de serrurerie, celle de ferronnerie, la réhabilitation de l'habitat, et d'électricité automobile.

S'agissant de la prise en charge des problèmes de la jeunesse, le ministre a annoncé la tenue du 16 au 18 février prochain, d'une conférence nationale des stagiaires. Elle devra regrouper 1 200 jeunes stagiaires des 48 wilayas du pays. «Ce sont les délégués. Ils seront choisis sur la base d'une élection interne», a noté le ministre. L'opération devra débuter dès samedi prochain.

M. O.

## CONSEIL DES LYCÉES D'ALGER

## «Le mouvement de contestation ne fait que commencer»

**«Une réussite formidable et un large suivi à travers le pays.» C'est l'évaluation du Conseil des lycées d'Alger concernant la grève du 15 janvier à laquelle il avait appelé fin décembre. Et pour le CLA, le mouvement de contestation ne fait que commencer...**

Le recours à la grève «dans un cadre légal» est le meilleur moyen de barrer la route aux opportunistes, a précisé hier, le représentant du CLA à Béjaïa, lors d'une conférence animée au siège de la LADDH. «Le CLA

n'avancera pas à reculons», martèlent les membres du conseil. Se voulant avant-gardiste, le Conseil des lycées d'Alger semble déterminé à poursuivre son combat, s'appuyant sur la mobilisation consciente des enseignants et travailleurs de l'éducation nationale ainsi que la solidarité syndicale. Ces derniers qualifient cette «mobilisation» syndicale d'un nouveau souffle à la dynamique de protestation des travailleurs et notamment dans le secteur de l'éducation, où la journée a été largement suivie dans plusieurs wilayas du pays, dans les trois paliers (primaire, moyen et secondaire)

et tous corps confondus. Selon M. Boukhetta Med, porte-parole du CLA «le taux de suivi aurait dépassé les 70%». Dans la capitale, une soixantaine de lycées ont répondu favorablement à l'appel à la grève. A Béjaïa, le mouvement de contestation aurait atteint les 100%. Le mouvement de protestation demeure «le seul moyen d'exprimer leur ras-le-bol devant la temporisation des pouvoirs publics à mettre en œuvre de réelles solutions capables de stopper cette précarisation galopante de leur situation sociale», a-t-on indiqué. Boukhetta a rappelé que la décep-

tion engendrée par la nouvelle grille des salaires, le régime indemnitaire «insuffisant» et le contenu du nouveau statut élaboré «unilatéralement» par le ministère de l'Éducation nationale, sont à l'origine de cette grogne. Le CLA a également dénoncé le mutisme de la tutelle. Pour cette section syndicale, cette réussite «augure d'autres mobilisations très prochaines». «Le CLA se mobilisera pour d'autres actions plus radicales», affirme Boukhetta qui n'écarte pas la possibilité d'une «action unitaire et concrète avec les autres syndicats.

W. Z.

## 50 SOCIÉTÉS ARABES ONT DÉJÀ INVESTI EN ALGÉRIE

## Les contraintes à l'investissement persistent encore

**Une cinquantaine de sociétés arabes ont déjà investi en Algérie durant les 8 dernières années. Notre pays reste attractif à condition de lever les contraintes (foncier, insuffisances et lourdeurs administratives, problèmes de visa, difficultés de transport...) qui persistent encore. Voir, revoir le modèle algérien de promotion de l'investissement en proposant des études techniques «sérieuses» des projets cibles.**

**Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - Le 3<sup>e</sup> Forum arabe sur l'investissement en Algérie, intitulé «3rd Algeria Economic Forum», se tiendra les 20 et 21 janvier 2008 à l'hôtel Sheraton, Club-des-Pins à Alger. Placé sous le patronage du président de la République, ce forum est organisé par la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI) et le groupe Al-Iktissad Wal-Aamal. Environ 270 opérateurs économiques algériens et une dizaine de départements ministériels nationaux participeront aux séances plénières et ateliers de cette manifestation. Plus de 200 institutionnels et opérateurs économiques, représentants de grands groupes économiques et d'institutions financières arabes, participeront à cette rencontre dont la thématique tournera autour des opportunités d'investissement en Algérie. Des opportunités réelles, selon le président de la CACI, Brahim Bendjaber, dans les secteurs qui

accusent un déficit criant de développement, tels l'agroalimentaire et les filières de production et de transformation agricole, l'industrie, la pétrochimie, le tourisme (balnéaire, saharien, thématique...). Selon le président de la CACI, le développement de l'investissement dans notre pays n'est pas lié à la question financière mais à celle de la mise en œuvre d'une politique d'investissement et de la levée des contraintes récurrentes. Notamment, celles des litiges d'ordre foncier qui freinent le développement de certains projets de zones d'expansion touristiques. Ou des insuffisances et lourdeurs administratives, des retards dans la délivrance des autorisations d'investissement ou du manque d'information sur l'Algérie. Autant de contraintes qui rebutent l'investisseur potentiel même si le dispositif existant est incitatif et en constante amélioration. Voir les problèmes de visa et les difficultés de transport

qui risquent d'empêcher certains participants arabes de participer à ce 3<sup>e</sup> Forum arabe sur l'investissement. Certes, selon le directeur régional Afrique du Nord du groupe Al-Iktissad Wal-Aamal, Hussein Fawaz, une cinquantaine de sociétés arabes (une dizaine d'entreprises libanaises, une dizaine de sociétés tunisiennes, des banques et fonds d'investissements du Golfe...) ont déjà investi en Algérie durant les 8 dernières années. Ces sociétés ont participé aux deux premières éditions de ce forum (en 2000 et 2002) et feront partie des participants de la prochaine édition. Pour autant, l'investissement, selon Hussein Fawaz, est une opération complexe où l'investisseur prospecte d'abord le terrain, regarde ses intérêts

«qui ne correspondent pas forcément aux objectifs du gouvernement algérien», et discute le projet. Pour le représentant de ce groupe, l'investisseur arabe s'intéresse aux grands projets d'infrastructures et d'équipements, la promotion immobilière. Il recourt à l'appui financier de banques et fonds d'investissements (du Golfe notamment) qui apportent un portefeuille. En ce sens, Hussein Fawaz a laissé entendre que le modèle algérien de promotion de l'investissement est insuffisant. Il aurait été préférable, selon lui, que le gouvernement présente des études techniques «sérieuses» des projets cibles d'investissements et non pas seulement des fiches techniques.

C. B.

PRODUCTION DE SULFATE D'ALUMINE  
Un projet algéro-tunisien freiné  
par le manque d'autorisations

Un projet algéro-tunisien de production de sulfate d'alumine à Oran pâtit du manque d'autorisations. Initié en partenariat entre une société tunisienne et une entreprise publique économique algérienne (Diprochim) qui en détient 30%, ce projet avait été avalisé en 2002 par le Conseil des Participations de l'Etat (CPE). Depuis, il n'a pu démarrer faute d'autorisations administratives et en raison de contraintes multiples.

C. B.

## RÉHABILITATION DU PATRIMOINE IMMOBILIER

## Le Collège des architectes se concerte

**Le patrimoine immobilier vétuste a été au centre des débats du Collège national des experts architectes.**

**Nabil M. - Alger (Le Soir)** - Au cours de cette rencontre, il a été expliqué que le patrimoine vétuste ne doit pas être assimilé à une source de danger potentiel. Des experts en la matière sont intervenus pour affirmer que la prise en charge du patrimoine immobilier doit avoir une autre vocation, celle de permettre à un tissu urbain de garder son cachet originel afin qu'il puisse

être employé à des fins autres que l'habitation. Le conférencier a expliqué que cela entre dans le cadre de la promotion du tourisme local.

L'orateur donne l'exemple de la Tunisie, qui a fini par s'ériger en destination, grâce à la mise en place de lieux de restauration et de villégiature selon leur style ancien. «Un appartement, dont la valeur marchande tourne autour de 600 millions de centimes, coûtera 2 milliards de centimes s'il venait à être réhabilité en maintenant sa faïence», a-t-on expliqué. Par ailleurs, il a été mis l'accent sur le rôle

que doivent jouer les assurances dans la préservation du patrimoine. Il appartient à ces instances de prendre en charge la partie liée au dédommagement en cas de catastrophes naturelles. Mais pour ce faire, il fallait d'abord répandre une culture au sein des assurés. C'est alors que doivent intervenir les architectes experts en catastrophes naturelles. Ainsi, il a été expliqué que ce corps a été fondé suite à une demande exprimée par les pouvoirs publics. Ce corps a été constitué sous la forme d'une association. Au sujet de l'efficacité sur le ter-

rain, des experts ont demandé à ce que l'action soit effectuée en amont par un ancrage juridique, avant de passer au travail en aval. Concernant cette partie, il a été souhaité voir les communes élaborer le recensement de leur patrimoine, afin de permettre l'identification d'un parc immobilier à prendre en charge. Au sujet de la restauration, il a été soutenu que celle du bâti datant des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles est maîtrisée en Algérie. Il serait peut-être opportun de penser à la création d'une école de formation en rapport, a-t-on conclu.

N. M.

ALIMENTATION  
EN EAU POTABLE  
DE LA CAPITALE  
24h/24 dès la  
fin de l'année

L'alimentation en eau potable d'Alger se fera quotidiennement, 24h/24, à partir de cet été, a promis hier Abdelmalek Sellal, ministre des Ressources en eau, en marge d'une visite d'inspection dans la capitale.

Avec la mise en service du système de transfert de Taksebt, avec un volume de pompage quotidien de 180 000 m<sup>3</sup>/j, ainsi que l'entrée en service prochaine de la station de dessalement de l'eau de mer d'El Hamma, d'une capacité de 200 000 m<sup>3</sup>/j, «Alger sera définitivement sécurisée» en matière d'alimentation en eau vers la fin de cette année.

Actuellement, les besoins en eau de la capitale sont estimés à environ 750 000 m<sup>3</sup>/j. Quant à l'offre, elle représente 710 000 m<sup>3</sup>/j.

Par ailleurs, le ministre des Ressources en eau a décidé de confier l'exploitation de la station d'épuration de Réghaïa, d'une capacité de 80 000 m<sup>3</sup>/j – équivalent 400 000 habitants, à la SEAAAL.

Cette station de traitement biologique des eaux usées dont la mise en service est prévue le mois prochain, devait initialement être exploitée par le groupement qui l'a réalisée, la société autrichienne Vatechvabag.

L. M.

GESTION DES  
INFRASTRUCTURES  
HYDRAULIQUES  
L'inévitable  
partenariat  
avec les  
étrangers

«Le recours aux partenaires étrangers dans la gestion des infrastructures hydrauliques, est inévitable», a reconnu hier le ministre des Ressources en eau, Abdelmalek Sellal, en marge d'une visite d'inspection dans la wilaya de Skikda.

Cette option a déjà été concrétisée sur le terrain, dans la gestion déléguée des réseaux d'alimentation en eau potable et de l'assainissement de la capitale, d'Oran, de Annaba et bientôt de Constantine.

D'autres infrastructures hydrauliques seront elles-aussi, gérées avec des partenaires étrangers, telles que les barrages, les unités de dessalement d'eau de mer, les stations de pompage et de traitement des eaux usées en cours de réalisation. Des installations complexes qui nécessitent une maîtrise et une expérience que l'Algérie n'a pas encore acquises.

L. M.